

[Print](#)

Retour sur la Géorgie

De [Bruno Adrie](#)

Global Research, juin 18, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/retour-sur-la-g-orgie/11249>

Cet article a été publié initialement le 1er décembre 2008.

Depuis la fin août 2008, la Russie a unilatéralement reconnu l'Abkhazie et à l'Ossétie du sud comme des États indépendants (1). Cette manœuvre politique soutenue depuis l'intérieur des provinces séparatistes a permis à la Russie d'ancrer sa présence en Transcaucasie. Elle prévoit maintenant un renforcement de sa présence par l'installation de bases militaires (2).

Pour comprendre les raisons d'un tel acte, il est nécessaire de revenir sur le conflit récent et ses suites jusqu'à début octobre, sur l'histoire des relations entre la Géorgie et les deux provinces séparatistes depuis la chute de l'URSS. Puis il nous faudra interroger la géographie de la région. Il convient de travailler froidement et de ne pas prêter attention aux condamnations automatiques de l'UE, de l'OTAN et de leurs porte parole, ces news readers qui ressemblent plus à des hypnotiseurs de foire qu'à des pédagogues dévoués à l'éducation du public en matière de politique internationale.

Après une guerre de cinq jours (du 7 au 12 août 2008), la Russie et la Géorgie signèrent un accord de cessez-le-feu en 6 points, sous le regard bienveillant du président français qui occupait le poste de président de l'Union Européenne. La signature de cet accord ne mit pas fin à l'occupation d'une partie du territoire géorgien par les chars russes. Sourde aux menaces et aux exhortations d'un Occident qui prétendait incarner la sagesse, la Russie continua d'agir en toute impunité, fit sauter un train de pétrole près de Gori (3), un pont ferroviaire à Kaspi (4), força un barrage (5), déroba cinq véhicules blindés Hummer étasuniens dans le port de Poti (6) et sema la panique dans une région sillonnée de pipelines et de gazoducs reliant l'Est et l'Ouest (7).

Lors de leur rencontre du 8 septembre 2008, Dmitri Medvedev promit à Nicolas Sarkozy que la Russie allait se retirer de la zone de Poti-Senaki avant le 15 septembre et du territoire géorgien pour le 10 octobre (9). Les deux promesses furent tenues et des observateurs occidentaux purent s'éparpiller, non armés, dans les zones tampons.



source de la carte: [Le Monde](#).

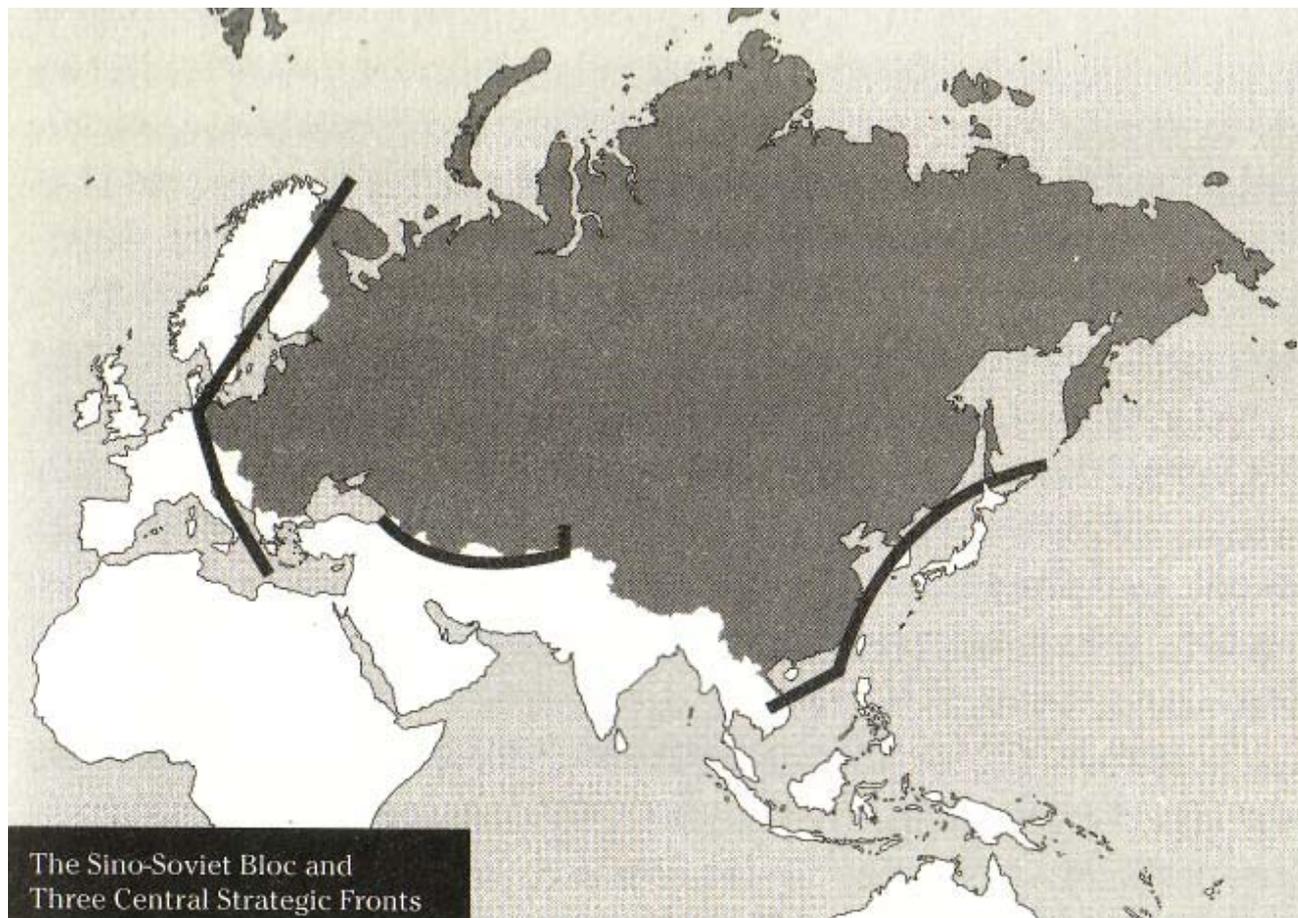
Responsabilités

Dans quelques articles publiés cet été, nous avons beaucoup insisté sur les responsabilités occidentales et en particulier étasuniennes dans le déclenchement du conflit (9).

Les extensions successives de l'OTAN en 1999 et 2004, ont certainement répondu aux aspirations des peuples d'Europe de l'Est marqués par le joug russe pendant la guerre froide. Mais l'OTAN est-il mû par les aspirations des peuples ? La question est évidemment ridicule (10).

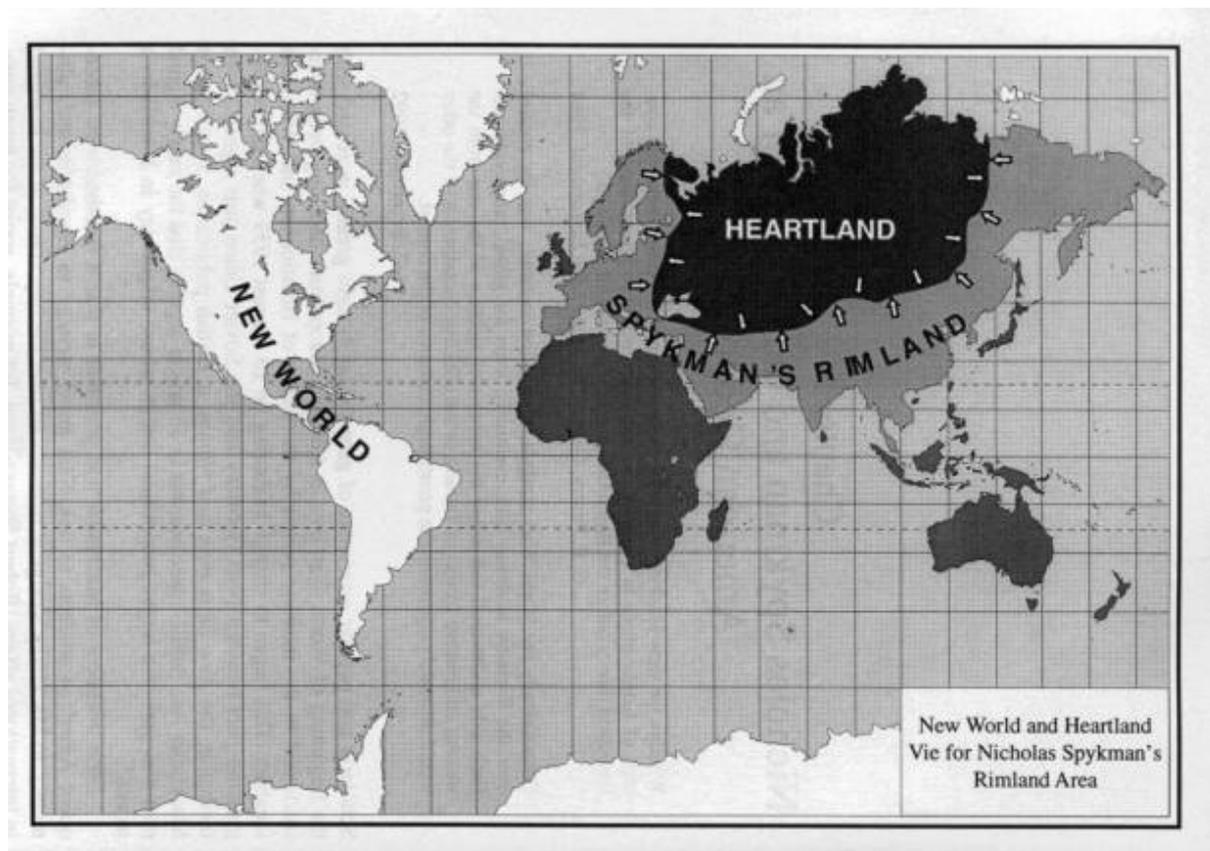
La carte ne mentionne pas les deux derniers membres, l'Albanie et la Croatie admises le 3 avril 2008, lors du sommet de Bucarest.

Ces extensions furent motivées par une exigence géopolitique qu'on trouve cultivée outre-Atlantique depuis Mackinder (11) : les États-Unis ont besoin de l'Eurasie et c'est pourquoi aucune puissance, même bienveillante, ne doit y surgir et menacer de porter atteinte à la suprématie (ou à la progression) étasunienne sur cet immense bloc continental.



Carte du Heartland de Mackinder (contours de 1904 et 1919).

La fin de la guerre froide n'a pas changé cette exigence qui ne lui doit rien et à qui elle la guerre froide doit presque tout. En effet, communiste ou pas communiste (12), la Russie n'a jamais été perçue outre Atlantique que dans la perspective d'un encerclement (la théorie des Rimlands de Spykman (13), la doctrine de l'endiguement de Kennan (14)) ou d'un découpage (Mackinder, Brzezinski) (15). Et surtout, quel que soit le scénario, elle doit être désarmée.



Le Rimland Intérieur de Spykman

Lors du dernier sommet de l'OTAN à Bucarest (2-4 avril 2008) Washington fit savoir qu'on examinerait avec beaucoup d'intérêt les candidatures à l'Alliance de l'Ukraine et de la Géorgie lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de décembre prochain.

Or, cette promesse a été dès le début perçue comme une menace par Moscou qui a juré d'agir par tous les moyens pour empêcher toute nouvelle conquête otanienne. Si l'OTAN veut emménager dans les territoires historiquement russes que sont l'Ukraine et la Transcaucasie, l'OTAN devra bien réfléchir à la portée de son acte.

Poutine a menacé l'Ukraine de démembrement. « Vladimir Poutine a laissé entendre de façon très claire que si l'Ukraine était tout de même admise à l'OTAN, cet état cesserait tout simplement d'exister. Il a, de fait, menacé la Crimée et l'Est de l'Ukraine d'adhésion par la Russie » (16). Cette menace pourrait être mise à exécution étant donnée la présence de 8 millions de russophones dans la partie orientale de l'Ukraine. Quant à la péninsule de Crimée avec le port de Sébastopol qui abrite la flotte russe de la mer Noire, elle pourrait se retrouver coupée du territoire ukrainien, elle aussi.

La présence de l'OTAN dans la zone mer Noire-Transcaucasie est un facteur de déstabilisation de la région. Quant à la guerre de cet été, rien ne prouve qu'elle ne résulte pas de la tentative otanienne (étasunienne) de tester la volonté et la capacité de réaction militaire des russes face à l'extension qui prétend s'annoncer. La présence de soldats étasuniens au moment des hostilités fut révélée par le quotidien *Le Canard Enchaîné* du 20 août (17). Bien sûr la nouvelle ne fut pas reprise par les autres journaux. Mais pour qui travaillent ces derniers ? À qui appartiennent-ils ?

Arbitrage russe en Abkhazie et en Ossétie : vers quelle solution ?

Dès la chute de l'URSS en 1991, l'État géorgien n'hésita pas à réagir militairement afin de

maintenir dans son giron les deux provinces sécessionnistes.

Suite à des offensives menées contre leurs capitales, Soukhoum(i) et Tskhinvali, par le président Chevarnadze (qui succéda à Zviad Gamsakhourdia en 1992), la Russie profita de l'opportunité et s'imposa comme seul arbitre capable de maintenir la paix dans la région. Forte de ce rôle acquis au milieu du chaos, elle obligea la Géorgie à devenir membre de la CEI et à adhérer au Traité de Sécurité Collective en 1993. Profitant de sa position de force, elle soutira à son nouvel allié l'autorisation d'installer quatre bases sur son territoire (Vaziani, Batoumi, Akhalkalaki et Gudauta) et à assurer la sécurité de sa voie de chemin de fer (18), qu'on imagine vitale pour l'acheminement de matériel et de troupes à travers la Géorgie mais aussi vers le territoire de l'allié arménien (base de Guïoumri).

Mais les vents changèrent de direction et, suite à la signature des accords d'Istanbul effectuée en 1999 dans le cadre de l'OSCE (19), l'armée russe abandonna la base de Vaziani dès 2001 (20), puis celles de Batoumi et Akhalkalaki lors d'un processus qui mit du temps et s'acheva en 2007. Le sort de Gudauta située en Abkhazie est resté incertain ; les Russes prétendent l'avoir abandonnée dès 2001, mais les Géorgiens se montrent très réservés à ce sujet (21). Un comité de l'OTAN en visite dans la province en 2005 ne fut pas autorisé à visiter les lieux (22).

Après que la Russie se fut imposée comme arbitre dans le règlement du conflit sud-ossète en 1992, une « Joint Control Commission » (JCC) fut créée afin négocier une solution pour l'Ossétie du Sud. Composée de quatre membres, La Russie, l'Ossétie du Nord (Russe), l'Ossétie du Sud (pro-russe) et la Géorgie, la JCC n'aboutit à aucun compromis : le président de facto de l'Ossétie du Sud, Eduard Kokoity a toujours refusé tout rattachement de son petit « pays » à l'autorité de Tbilissi.

Si on cherche à faire le bilan, on s'aperçoit que cette commission n'a eu pour but que de tergiverser, gagner du temps, attendre que surgisse l'opportunité d'une action décisive. Ce qui s'est produit cet été. Mais la commission n'était déjà plus.

Quand on se penche sur les deux dernières décennies, on s'aperçoit que la Russie n'a jamais cessé d'intervenir, en prétendant défendre les citoyens russes vivant dans les provinces séparatistes et jouer les arbitres. Elle n'a pas manqué l'occasion d'armer les ennemis de Tbilissi et de ce fait d'être elle aussi, comme l'OTAN, comme les Etats-Unis un facteur de déstabilisation dans la région.

Que font les Russes en Transcaucasie ?

Les médias occidentaux, qui aiment le drame et réfléchissent comme des réalisateurs de sitcoms, parlent d'états d'âme. Chez eux l'examen des faits est remplacé par des étalages de préjugés. Les Russes sont les vaincus de la Guerre Froide. Frustrés et à la limite de la mesquinerie, ils cherchent leur revanche et mentent systématiquement à leurs interlocuteurs. Moscou est la capitale du mensonge et de la mauvaise foi. Tel est le credo répété à coups de maillet audiovisuel dans les têtes d'enclumes des téléspectateurs occidentaux. Moscou, nouvelle Carthage, Moscou et sa punica fides, Moscou delenda est !

Chassons ces carillons en fer blanc de nos têtes et cherchons à résoudre l'équation de façon rationnelle.

L'année 2008

En janvier 2008, Mikheil Saakachvili fut réélu à la présidence avec 53,47% des voix (contre 85,6% des voix en janvier 2004). Même s'il s'en sortait bien (le Parlement Européen parle d'un « plébiscite »), il avait tout de même perdu la confiance d'une partie importante de la population. La flamme générée par la très publicitaire « révolution des roses » (ce coup fomenté depuis l'Albert Einstein Institute et autres organisations du type National Endowment for Democracy, international Republican Institute ou National Democratic Institute) s'était depuis longtemps éteinte (24).

À peine réélu, M. Saakachvili reçut les félicitations de M. Lavrov, le Ministre Russe des Affaires Étrangères à qui il fit connaître son souhait de rencontrer le président Poutine afin de travailler à

réconcilier la Russie et la Géorgie. En visite en Russie le 21 février (25), il réitéra son souhait de faire table rase du passé et de partir sur de nouvelles bases. Le président Poutine lui signifia clairement que toute amélioration ne pourrait passer que par le retrait de la candidature de la Géorgie à l'OTAN. Saakachvili lui répondit que ce n'était pas possible. N'avait-t-il pas été élu sur la double promesse de mettre un terme aux séparatismes et de faire de son pays un membre de l'Alliance ?

Le 5 mars marqua le début des hostilités diplomatiques. Conscient du fait que la Joint Control Commission était un leurre destiné à faire durer le séparatisme sud-ossète, Saakachvili en retira la Géorgie (26).

Le lendemain 6 mars, le président Poutine levait unilatéralement les sanctions que les pays de la CEI avaient fait peser sur l'Abkhazie depuis 1996, interdisant tout commerce ou coopération militaire entre eux et la province sécessionniste (27). Un transfert d'armes et de troupes s'ensuivit qui n'échappa pas à l'œil scrutateur de l'Union Européenne (28).

En visite à Washington dans le courant du mois de mars, Mikheil Saakachvili insista sur l'inéluctabilité de l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN et fit même quelques plaisanteries sur la capacité de réaction des Russes.

La tension monta encore entre les deux voisins lorsque le 16 avril, le président Poutine – qui s'apprêtait à passer la main à Medvedev début mai (29) – faisait savoir par un décret que la Russie entretiendrait désormais avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud les mêmes rapports qu'avec les autres membres de la CEI. Les deux provinces étaient sur la voie d'une reconnaissance par Moscou de leur existence comme États indépendants.

Le 20 avril, un drone de reconnaissance géorgien était abattu par un avion russe au-dessus de l'Abkhazie. (30)

Le 30 mai, les Russes entreprenaient de rénover la voie de chemin de fer qui relie Soukhomi à Ochamchira. Les travaux se termineraient le 30 juillet, peu de temps avant la guerre (31). Ces travaux tombaient à pic : « en 2002, la ligne de chemin de fer qui relie Sotchi à Soukhomi [avait été] rouverte en dépit des protestations de Tbilissi (32). »

Le Parlement Européen, dans un acte du 5 juin (33), s'émut de cette montée des tensions, fit l'inventaire de ces faits, et rappela que Moscou avait aussi fait distribuer des passeports russes gratuits dans les deux provinces, tout en soumettant les géorgiens à un régime – condamnable – de visa dans leurs relations avec la Russie. Dans son papier qui frôlait l'exhaustivité, le Parlement Européen oublia tout de même deux choses importantes :

Il ne fit pas référence aux manœuvres de l'armée géorgienne (34), prévues pour juillet à Poti et à Vaziani en collaboration avec les forces américaines.

Il ne souligna pas non plus que les Russes avaient installé une station relais pour leurs chars à Java entre le tunnel de Roki (qui relie l'Ossétie du Nord à l'Ossétie du Sud) et la capitale Tskhinvali (35). Il omit de signaler qu'ils allaient se lancer, en juillet aussi, dans des manœuvres de grande envergure, reflet ciscaucasien de celles que les étasuniens avaient projetées en Transcaucasie.



Le tunnel de Roki. Source: http://en.wikipedia.org/wiki/Roki_Tunnel

Début août, tous étaient prêts pour la guerre. Les États-Uniens quittaient officiellement la Géorgie mais laissaient sur place des hommes, militaires ou mercenaires qu'importe. La situation était à ce point bloquée depuis deux décennies ou presque que seul un coup de force permettrait à l'un ou à l'autre des prétendants d'emporter ce que les négociations ne permettraient jamais d'obtenir. Les Russes étaient stationnés derrière le tunnel de Roki (d'aucuns disent aujourd'hui qu'ils étaient déjà à Java)

Il existe deux axes de communication vraiment praticables entre la Russie et la Géorgie. Le premier est la côte abkhaze avec sa ligne de chemin de fer rénovée, le second est le tunnel de Roki qui relie l'Ossétie du sud à l'Ossétie du nord. Les autres axes sont des cols.

Comme en témoignent les écrits de Mackinder, de Spykman, de Kennan et de Brzezinski (entre autres), le but des États-Unis, comme au 19^{ème} siècle celui de l'Angleterre, est de confiner la Russie, de l'éloigner des mers chaudes et de la couper de la Transcaucasie. Les Russes le savent et les États-Uniens savent que les Russes le savent. Pourquoi ne le saurions-nous pas ?

Accepter de restituer les deux provinces sécessionnistes à la Géorgie aurait signifié pour Moscou une défaite stratégique de grande ampleur. Au moment où les États-Unis ont promis d'examiner la candidature de la Géorgie et de l'Ukraine à un plan d'action (MAP), la menace qui pèse sur la Russie est certainement la plus grave dirigée contre son intégrité depuis l'Opération Barbarossa du 22 juin 1941. Doit-elle s'attendre à pire dans les temps qui viennent ?

« Moscou veut des bases militaires au sud du Caucase », prétend un diplomate cité par Fabrice Nodé-Langlois – voir (1).

Pour Moscou, contrôler l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, c'est bloquer le mécanisme d'endiguement mis en place par l'occident à un moment crucial.

Pour Moscou, prendre l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie par la force n'est pas nécessairement reconstituer l'empire russe. C'est d'abord contrôler les deux portes qui relient la Ciscaucasie à la Transcaucasie, les deux portes et les paliers (les provinces) sur lesquels elles donnent.

Pour Moscou, conquérir et occuper les deux provinces séparatistes c'est ne pas se laisser enfermer derrière la chaîne du Caucase comme derrière un mur de prison. La présence des deux avant-postes que sont les deux provinces permet d'empêcher le siège que les puissances occidentales dressent depuis des années.

Moscou a aussi cherché, sans doute, à empêcher que, dans quelques années, les États-Unis ne cherchent à contrôler ces issues et à en profiter pour débarquer dans des provinces russes non immunisées contre les tentations autonomistes spontanées ou stipendiées.

Nous pensons que la guerre était inévitable. Sans doute voulue à Washington, elle a été la seule solution entrevue par Moscou pour parer à l'enfermement auquel l'OTAN tentait de la contraindre.

Elle s'explique par des données géographiques propres à la région.

Nous voici bien loin du discours moralisant des montreurs de nouvelles, des dresseurs d'à peu près et de mensonges qui font claquer leurs fouets – les fouets de la propagande – sous le grand chapiteau audiovisuel.

Notes

(1) NODÉ-LANGLOIS, Fabrice, « Les Abkhazes veulent profiter de leur indépendance », www.lefigaro.fr, 18 septembre 2008.

(2) Les dépêches de UPI (www.upi.com) permettent de suivre au jour le jour l'installation russe en Abkhazie et en Ossétie. Citons par exemple : « Russia announces base staffing », Nov. 19, 2008 at 9:53 AM ; « Russia signs S.Ossetia, Abkhazia treaties », Nov. 24, 2008 at 4:08 PM ; SIEFF, Martin « Russia defies U.S. on new Abkhaz, S. Ossetia bases », Nov. 7, 2008 ; « Russia, Abkhazia in talks over naval base », Nov. 13, 2008.

(3) « Le train venait de l'Azerbaïdjan voisin, gros producteur d'hydrocarbures, et allait vers un port géorgien ». Lire l'article « un train saute sur une mine près de Gori, en Géorgie », www.rtf.be, 24-août 2008. Le train allait vers le terminal de Kulevi qui dut fermer pour cette raison et ne rouvrit que lorsque le pont fut remis en service le 3 septembre. Voir « Azeri Oil Terminal Back Online », www.upi.com, 3 septembre 2008. Le terminal de Kulevi est dirigé par la SOCAR azerbaïdjanaise.

(4) À une trentaine de kilomètres de Tbilissi.

(5) « Conflit en Géorgie heure par heure : retrouvez les événements du lundi 18 août », www.lepoint.fr, 18 août 2008.

(6) « 5 "Hummers" Stolen from Poti Remain on the Territory of Armour Technique Museum in Podmoskovye », Interpressnews, September 12th, 2008

(7) Ces pipelines sont – le Bakou-Tbilissi-Supsa (mis en service en 1999) ; le Bakou-Tbilissi-Ceyhan (mis en service avec retard en 2007) – le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum. Les pipelines ne sont pas les seuls moyens de transfert d'hydrocarbures. Il y a aussi le chemin de fer : lignes Bakou-Tbilissi-Poti et Bakou-Tbilissi-Batoumi qui permettent d'acheminer le pétrole vers les terminaux de la mer Noire.

(8) « Tbilissi confirme le retrait des troupes russes des zones tampons de Géorgie », www.lemonde.fr, 8 octobre 2008.

(9) Voir Bruno ADRIE sur www.mondialisation.ca.

(10) Le but de l'OTAN fut, selon le mot de Lord Ismay, de maintenir les Russes dehors, les Américains dedans et les Allemands sous contrôle (« Keep Russians out, Americans in and Germans down »). Dans un document publié par le Pentagone (US Department of Defense, United States and Security Strategy for Europe and NATO, Bruxelles, USIS, automne 1995, p.2.) on apprend aussi qu'« un aspect souvent ignoré de l'importance de l'Europe pour la sécurité nationale des Etats-Unis est le bénéfice économique énorme que les Américains retirent de leur relation de coopération avec cette région prospère et dynamique » (document cité dans Colson, Bruno, La Stratégie américaine et l'Europe, www.stratisc.org 1997).

(11) MACKINDER, Halford, « The Geographical Pivot of History », in Geographical Journal, Vol. XXIII – n°4 – April 1904, pp. 421-437. MACKINDER, Halford, Democratic Ideas and Reality, W.W. Norton & Co, New York, 1969 (publié pour la première fois en 1919). MACKINDER, Halford, « The Round World and the Winning of the Peace », Foreign Affairs, Vol. 21, No 4, 1943, pp. 595-605.

(12) Citation tirée de COLSON, Bruno, La stratégie américaine et l'Europe, www.stratisc.org, 1997 (voir le chapitre V intitulé « Les fondements de la stratégie intégrale des Etats-Unis en Europe »

- (13) Nicholas Spykman (mort en 1943) prétendait neutraliser le Heartland par un encerclement (les Rimlands) qui préfigure la théorie de l'endiguement de George Kennan.
- (14) KENNAN, George (Mr. X), « The Sources of Soviet Conduct », Foreign Affairs, July 1947, disponible en ligne sur le site www.foreignaffairs.org .
- (15) Mackinder voulait que l'Ouest fit la promotion de « l'indépendance de l'Ukraine, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie », et précéda Brzezinski dans la proposition d'un démantèlement de la Russie en plusieurs entités. Selon lui, l'Ouest devait s'assurer une position sur la mer Caspienne. Par ailleurs, Mackinder était favorable à la création d'une zone tampon en Europe de l'Est, composée d'états nombreux et rivaux dont la somme des actions pût s'annuler. Le contrôle de l'Eurasie devait évidemment se faire dans l'intérêt de l'Humanité. Voir aussi, BRZEZINSKI, Zbigniew, "A Geostrategy for Eurasia" Foreign Affairs, Vol 76 – N°5 – Fall 1997 où un découpage de la Russie en trois parties est proposé afin de mettre les réserves de Sibérie occidentale hors de portée de Moscou. L'article peut s'acheter en ligne.
- (16) « Poutine : l'Ukraine ne survivrait pas à l'adhésion de l'OTAN », Ria Novosti, 07 avril 2008 – (article paru dans le magazine Kommersant)
- (17) ANGELI, Claude, « Des officiers US ont combattu en Géorgie », Le Canard Enchaîné, 20 août 2008.
- (18) Traité d'Amitié et de Coopération du 3 février 1994 signé par Eltsine et Chevarnadze.
- (19) Document d'Istanbul 1999, www.osce.org , pp.51-53
- (20) « La base de Vaziani est remise par l'armée russe au ministère de la Défense géorgien, le 29 juin 2001 » in BALIVET, Thomas, Géopolitique de la Géorgie, Paris, L'Harmattan, 2005, 180 p., p.172.
- (21) « La Russie retire ses bases de Géorgie mais la situation reste tendue », Ria Novosti, 13/11/2007. Dépêche reprise sur le site www.caucaz.com .
- (22) « Abkhazia: Russia refuses to allow NATO MPs to visit Gudauta base. » , www.caucaz.com , 09/05/2006
- (23) Lire : MOWAT, Jonathan, « The new Gladio in action? Ukrainian postmodern coup completes testing of new Template », www.onlinejournal.com, 19 mars 2005. Lire aussi « Stratégies américaines aux marches de la Russie », Revue Hérodote, n° 129, 2ème trimestre 2008.
- (24) WEITZ, Richard, « Georgian-Russian reconciliation proves short-lived », Central Asia-Caucasus Analyst, 2 April 2008. L'auteur évoque la rencontre Poutine Saakachvili le 21 février 2008 dans la résidence de Novo-Ogaryovo (Moscou) la veille du sommet informel des chefs d'États de la CEI.
- (25) NILSONN, Niklas, « Tbilissi withdraws from the joint control commission ; proposes new format for south Ossetia », Central Asia-Caucasus Analyst, 19 March 2008
- (26) CORNELL, Svante E., POPJANEVSKI, Johanna, NILSSON, Niklas, « Russia's War in Georgia : Causes and Implications for Georgia and the World », Policy Paper, August 2008, Central Asia-Caucasus Institute, Silk Road Studies Program, Washington.
- (27) Lire « Détérioration de la situation en Géorgie », Parlement Européen – Textes adoptés jeudi 5 juin 2008 – Bruxelles – P6_TA -PROV(2008)0253 – B6-0278, 0287, 0289, 0290 et 0293/2008. Lire aussi CORNELL, Svante E., SMITH, David, « Moscow Moves to De Facto Annexations of Georgian Breakaway Regions », Central Asia-Caucasus Analyst, 16 April 2008, pp. 3-6. Dans cet article, l'auteur rappelle que dès le 3 avril, pendant le sommet de l'OTAN, le chef d'État russe avait adressé une lettre aux deux chefs d'États « illégaux », Bagapsch et Kokoity en les qualifiant de « présidents » et en leur assurant que son soutien ne serait pas seulement verbal

(declaratory) mais aussi pratique.

(28) « Détérioration de la situation en Géorgie », Parlement Européen – Textes adoptés jeudi 5 juin 2008 – Bruxelles – P6_TA -PROV(2008)0253 – B6-0278, 0287, 0289, 0290 et 0293/2008 .

(29) Id.

(30) NODÉ-LANGLOIS, Fabrice, « Drone abattu, tensions entre Russie et Géorgie », www.lefigaro.fr, 22 avril 2008.

(31) CORNELL, Svante E., POPJANESVSKI, Johanna, NILSSON, Niklas, « Russia's War in Georgia : Causes and Implications for Georgia and the World », Policy Paper August 2008, Central Asia-Caucasus Institute, Silk Road Studies Program, Washington.

(32) DAMOISEL, Mathilde et GENTÉ, René, « Ni guerre ni paix en Abkhazie », Le Monde Diplomatique, octobre 2003.

(33) Voir note 28.

(34) Les informations concernant les manœuvres ne coïncident pas dans la presse. Selon l'article « Georgia, US start military exercises despite tensions with Russia », www.cnews.canoe.ca, du 15 juillet 2008, des manœuvres ont débuté le 15 juillet pour une durée de trois semaines, c'est-à-dire si l'on compte trois semaines précises jusqu'au 5 août, avant veille du conflit, sur la base de Vaziani où 1200 instructeurs US doivent s'entraîner avec 800 Géorgiens. Selon l'article : « US, Georgia, Azerbaïdjan, Armenia and Ukraine conduct exercise in Georgia », US Army Public Affairs, Stuttgart, publié le 13 juillet 2008 sur le site www.blackanthem.com, « Les manœuvres s'effectueront sur la base Vaziani à partir du 5 juillet 2008. Immediate Response (c'est le nom des manœuvres) est une série de manœuvres préparées depuis 2008 et deviendra un événement annuel. Le but est de tester l'interopérabilité des équipements. Environ 1000 soldats américains participent à l'opération. » Le Monde apporte un léger décalage dans le calendrier de ces manœuvres en disant qu'elles « ont eu lieu en juin et début juillet sur la base de Vaziani, près de Tbilissi : 1200 soldats américains et 800 géorgiens se sont entraînés pour des exercices prévus de longue date selon les officiers géorgiens. » (« Moscou accuse les Etats-Unis de liens militaires avec la Géorgie », Le Monde, 12 août 2008). Selon l'article « Military advisers Plan Joint Exercises with Georgia », Washington Profile, 31 janvier 2008 extrait de www.primenewsonline.com du 10 janvier 2008, « une délégation de 30 membres de l'US European Command ont visité la base de Vaziani et le port de Poti afin d'adapter les structures aux manœuvres Immediate Response 2008 qui doivent commencer en juillet. En plus des troupes américaines, participeront des troupes Arméniennes, Azerbaïdjanaises, Ukrainiennes et Turques. » Selon une dépêche UPI (www.upi.com) du 28 juillet 2008, « des manœuvres intitulées Sea Breeze 2008 ont débuté lundi sur la mer Noire, impliquant les forces US et celles de 16 pays (2000 personnes en tout). Ces manœuvres ont été menées depuis des ports ukrainiens. 200 missions ont été menées à bien sous la conduite étasunienne (le Commandant en Chef des manœuvres s'appelle John Moore). D'autre part, « des manœuvres, impliquant le USS Nashville et trois navires de guerre géorgiens au large du port de Poti, [ont débuté le] 2 août. C'est la première fois que les US et la Géorgie pratiquent ensemble une manœuvre conjointe (Source : « Georgia US Hold Joint Naval Exercise www.globalsecurity.org) . D'autres manœuvres ont eu lieu après les hostilités dans la mer Noire et à Vaziani.

(35) CUTLER, Robert M., « Russia's Disinformation Campaign over South Ossetia », Central Asia and Caucasus Analyst Field Reports, 08/20/2008.

Copyright © 2015 Global Research